

## PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Service Prévention des Risques Industriels  
Climat Air Energie

Affaire suivie par : Stéphane LETIZI  
et DREAL : Samuel GIRAUD

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 26-2019-10-11-009**

**portant création d'un secteur d'information sur les sols (SIS) sur la commune de  
SAINT-JEAN-EN-ROYANS**

### Le Préfet de la Drôme

**VU** l'article 173 LOI n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

**VU** le décret n° 2015-1353 en date du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS) prévus par l'article L.125-6 du Code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L 125-6, R 125-41 à R 125-47, concernant les SIS, L 556-2, R 556-2 à R 556-5 sur la gestion des sites et sols pollués, R 125-23 à R 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et locataires, les articles L 121-15 et suivants relatifs aux documents soumis à concertation préalable ;

**VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles, R 410-15-1, R 431-16, R 442-8-1 concernant les autorisations d'urbanisme sur terrains en SIS ;

**VU** le R 151-53 du Code de l'urbanisme concernant l'annexion des SIS aux documents de planification d'urbanisme ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 24/09/2019 établissant le bilan de la consultation du public et proposant la prise de 4 arrêtés de SIS pour la Drôme ;

**VU** la consultation des collectivités tenue du 26/11/2018 au 26/05/2019, et l'information des propriétaires, réalisée par courrier entre le 04/12/2018 et le 11/07/2019 ;

**VU** les observations du public recueillies entre le 12/08/2019 et le 13/09/2019 ;

**CONSIDÉRANT** que les SIS ont pour objectif d'informer le public et les usagers, en s'intégrant dans le dispositif général information acquéreurs locataires, et de clarifier la responsabilité des acteurs de la reconversion de sites pollués en imposant des normes de réhabilitation ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R 125-44 I du Code de l'environnement, la consultation des collectivités concernées par des projets de SIS est achevée depuis le 26/05/2019, que les propriétaires concernés ont fait l'objet d'une information conformément au R 125-4 II ;

**CONSIDÉRANT** que le public a fait l'objet d'une consultation du 12/08/2019 au 13/09/2019, conformément au décret 2015-1353 ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Drôme.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : objet**

Conformément à l'article R 125-45 du Code de l'environnement, est créé, sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-EN-ROYANS le Secteur d'Information sur les Sols (SIS) suivant :

26SIS01670 « Garage USCLARD ».

La fiche descriptive et cartographique de ce SIS est annexée au présent arrêté.

### **Article 2 : publication**

Le SIS mentionné à l'article 1 est publié sur le site internet <http://georisques.gouv.fr> ainsi que sur le portail internet de la préfecture de la Drôme.

Ce SIS est annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au document de planification en vigueur sur la commune en question conformément au R 125-46 du Code de l'environnement.

### **Article 3 : obligation d'information acquéreurs/locataires**

Conformément aux L 125-7 et L 125-5 et sans préjudice de l'article L 514-20 du Code de l'environnement, lorsqu'un terrain ou un bien immeuble situé en secteur d'information sur les sols mentionnés à l'article L 126-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur joint au contrat l'état des risques naturels et technologiques et d'information sur les sols qui mentionne l'existence d'un SIS. Il communique les informations rendues publiques par l'État au titre du L 126-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

Conformément au L 125-7, à défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

#### **Article 4 : notifications**

Conformément à l'article R 125-46 du Code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de planification d'urbanisme ou de délivrance des autorisations d'urbanisme dont le territoire comprend le secteur d'information sur les sols mentionné à l'article 1.

#### **Article 5 : publicité**

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège de la où des collectivités compétentes en matière de planification d'urbanisme et de délivrance des autorisations d'urbanisme ainsi qu'auprès des mairies concernées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Drôme.

#### **Article 6 : délais et voies de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « télérecours citoyen », accessible à l'adresse suivante [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou d'affichage du présent arrêté.

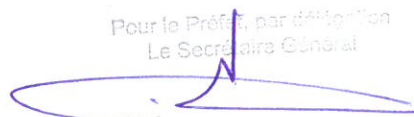
#### **Article 7 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le sous-préfet de Die, le directeur départemental de la protection des populations, le président de la communauté de communes du Royans-Vercors et le maire de Saint-Jean-en-Royans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes.

Valence, le **11 OCT. 2019**

Le préfet

Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général



Patrick VIEILLESCAZES





## Identification

Identifiant	26SIS01670
Nom usuel	Garage USCLARD
Adresse	16 rue Jules Nadi
Lieu-dit	
Département	DROME - 26
Commune principale	SAINT JEAN EN ROYANS - 26307
Autre(s) commune(s)	SAINT JEAN EN ROYANS - 26307

**Caractéristiques du SIS** Le site a hébergé un garage automobile et un dépôt d'hydrocarbures, activités ayant fait l'objet de récépissés de déclaration délivrés respectivement les 18 mai et 5 juin 1954. Une pollution du sol, notamment aux hydrocarbures, BTEX et métaux a été diagnostiquée en 2011. Une partie des terres polluées a été évacuée mais une pollution résiduelle est très probablement présente. L'exploitant, entreprise à présent radiée, n'a pas réhabilité le site pour son usage futur.

### Etat technique

Observations 26.0077 = basol\_id  
61.10872 = gidic\_id  
26307 = Saint-Jean-en-Royans  
Site nécessitant des investigations supplémentaires

## Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL	Base BASOL	26.0077	<a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=26.0077">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=26.0077</a>

## Sélection du SIS

Statut Consultable

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

## Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	880514.0 , 6438237.0 (Lambert 93)
Superficie totale	1622 m <sup>2</sup>
Perimètre total	203 m

## Liste parcellaire cadastral

---

Date de vérification du  
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
SAINT JEAN EN ROYANS	AL	544	18/05/2018
SAINT JEAN EN ROYANS	AL	546	18/05/2018
SAINT JEAN EN ROYANS	AL	547	18/05/2018
SAINT JEAN EN ROYANS	AL	545	18/05/2018
SAINT JEAN EN ROYANS	AL	543	18/05/2018

## Documents

---

# Cartographie

